

**Optimiser la participation communautaire au financement et à
l'accroissement de l'offre éducative**

par

Servais Edoh Wallace

Aide et Action Togo

Optimiser la participation communautaire au financement et à l'accroissement de l'offre éducative

I. Résumé

La situation de l'éducation de base au Togo reste critique. Elle pâtit lourdement des difficultés sociopolitiques de cette dernière décennie. *"Aujourd'hui, environ, 30% de la population scolarisable n'a pas encore accès à l'éducation de base"*. Le taux net de scolarisation se situe autour de 65% pour le cycle primaire en 2000. Une décadence effroyable quand on sait qu'au début des années 1980, le Togo faisait partie des pays à fort taux de scolarisation de la sous région ouest africaine.

En effet, à partir de 1985, les conditions macro-économiques particulièrement difficiles conjuguées aux effets du programme d'ajustement structurel conduisent à un ralentissement de l'expansion du système éducatif.

Les dépenses publiques en faveur de l'éducation ont été réduites sensiblement. Avec seulement 30% du budget de l'Etat investi dans l'éducation, l'Etat ne peut faire face à l'importante demande d'éducation de la population, surtout avec le gel des appuis de la coopération au développement. En milieu rural, ce sont les paysans qui cotisent pour suppléer la carence de l'Etat dans la création d'écoles dites d'initiatives locales (EDIL) et dans le fonctionnement de celles-ci. Mieux, ce sont les communautés qui prennent en charge les rémunérations des enseignants dans les écoles qu'elles ont construites. Aujourd'hui, les EDIL et/ou écoles communautaires assurent la scolarisation de près de 10% des effectifs du premier degré.

Pour accompagner cette dynamique, Aide et Action (une association internationale de solidarité qui travaille au Togo depuis 1986 pour la promotion de l'éducation en général et celle des enfants en particulier), a entamé une démarche d'appui en vue de renforcer les capacités opérationnelles des communautés de base, d'accroître leur participation à la gestion du système scolaire. Il est indéniable et c'est le prix de la durabilité, que les acteurs locaux sont les réels dépositaires des enjeux éducatifs de leur milieu. Nous tenterons dans cette communication de faire l'économie de cette expérience menée au Nord Togo : contexte, constat et facteurs d'efficacité.

II. Caractéristiques principales du système scolaire de base au Togo

L'enseignement au premier degré se caractérise essentiellement par :

- **une fréquence des redoublements certes** en diminution depuis la dernière décennie passant de 35,8% en 1990-91 à 24% en 2000-01. Ce dernier taux demeure relativement élevé au regard de l'objectif d'atteinte de la scolarisation pour tous.
- **des disparités d'accès** à la scolarisation en défaveur des populations rurales, des filles et des populations les plus pauvres et leur maintien dans le système.
- **une importance des Ecoles D'Initiative Locale (EDIL) et/ou écoles communautaires** qui assurent la scolarisation de près de 10% des effectifs du premier degré.
- **un manque de participation des communautés et des enseignants** à la prise de décision et à la gestion du système éducatif de base ;
- **une absence d'autres alternatives d'éducation** réellement adaptées au contexte et aux moyens (capacités organisationnelles, financières et matérielles des communautés). En même temps que les autorités encouragent les communautés à s'organiser pour prendre en main leur propre développement, aucun transfert de centre de décision n'est opéré dans le sens de la mise en œuvre effective de cette autoformation communautaire :
 - de la décentralisation du pouvoir de décision pour une responsabilisation des populations ;
 - de l'organisation effective des communes au plan institutionnel local ;

III. Constat

Le développement considérable des EDIL en appui au système éducatif public est un signe fort d'une prise de conscience collective des communautés rurales de la nécessité d'offrir une scolarisation de base aux enfants. Les atouts majeurs du système concernent certainement la participation des communautés et du secteur privé au financement et à l'accroissement de l'offre éducative.

IV. Hypothèse

Les communautés de base bien organisées et formées, participent mieux au financement et à l'accroissement d'une offre éducative adaptée et soutenue.

V. Réponse de Aide et Action

Dans le cadre de son Plan Stratégique 2003 – 2007, Aide et Action au Togo développe un **projet d'appui à la mobilisation communautaire et sociale pour l'éducation** qui donne des résultats probants.

5.1 Objectif principal

Contribuer au renforcement des capacités des acteurs de la société civile

5.2 Objectif spécifique

Accroître la participation des acteurs de la société civile dans la gestion du système éducatif

5.3 Stratégie :

La stratégie de mise en œuvre s'articule autour des points suivants :

- Renforcement de la dynamique d'auto organisation des communautés à travers la mise en place de l'animation endogène, le développement des cercles REFLECT¹, la structuration et la formation des partenaires communautaires et associatifs pour l'élaboration et la mise en œuvre des plans d'actions villageois.
- Partenariat dans la mise en place et la gestion d'activités génératrices de revenus pour le financement des actions éducatives.
- Responsabilisation des communautés et acteurs locaux dans la mise en place et la gestion d'activités génératrices de revenus pour le financement des actions éducatives

5.4 Actions réalisées :

- Appui à l'émergence des compétences locales en animation endogène
- Appui à la micro planification villageoise
- Appui au renforcement des structures organisées à la base (APE, Unions d'APE et Fédérations d'APE)
- Appui au renforcement des capacités d'intervention des comités de lutte contre le Travail et le Trafic des Enfants (TETE)
- Appui au renforcement des capacités d'intervention des ONG et Associations

¹ Regenerated Freirean Literacy Trough Empowering Communities Technique » (Alphabétisation Freiréenne Régénérée à travers les Techniques du Renforcement des Capacités et des pouvoirs Communautaires).

VI. Résultats attendus à mi-parcours

Objectif opérationnel 1 : Renforcer les capacités organisationnelles et financières des communautés

Résultats attendus	Résultats obtenus	Ecart et analyse
Les membres de CPE et d'UAPE des écoles soutenues connaissent leurs rôles, droits et devoirs dans la conduite des actions éducatives	Les rôles sont connus par les membres des bureaux directeurs Les unions d'APE planifient annuellement les activités liées à la scolarisation des enfants et défendent leurs plans d'actions auprès des partenaires.	Démultiplication des formations en vue de la mobilisation des parents d'élèves Des unions d'APE initient et gèrent les points de vente de fournitures scolaires. Ces unions ont conduit les formations des CPE dans leurs secteurs.
Les populations participent massivement à la réalisation des projets d'écoles	La prise en charge des enseignants volontaires par les parents. Contribution à la réalisation des infrastructures scolaires, à l'équipement en fournitures et matériel didactique	L'école n'est pas encore une obligation sociale dans bien de villages. Les facteurs socioculturels et l'analphabétisme des parents pèsent négativement sur la scolarisation des enfants
Des expertises endogènes sont disponibles dans les villages d'intervention	Les facilitateurs des cercles sont formés et jouent leurs rôles d'animateurs et d'agents de développement 132 animateurs endogènes formés à l'élaboration des plans d'action villageois 64 plans d'actions villageois ont été réalisés par les communautés	Ce processus doit être accompagné et peut être facilité par la mise en place des communes rurales et urbaines

Objectif opérationnel 2 : Renforcer les compétences techniques et organisationnelles des ONG et Associations locales

Résultats attendus	Résultats obtenus	Ecart et analyse
Les ONG et associations locales appuyées par le programme accompagnent les communautés dans la formulation et la gestion des actions de développement	Dans l'ensemble les micro projets inscrits au titre de l'année 2004 ont été mis en œuvre par les partenaires associatifs. Le processus de micro planification a été appuyé et facilité par une vingtaine d'ONG locales Ces ONG accompagnent et appuient les processus de mise en œuvre des actions Reflect dans les communautés	Les capacités d'intervention des ONG restent faibles (moyens logistiques, faible assise financière...)
Les réseaux d'ONG appuyés sont opérationnels	La FODES et le RESOKA sont réellement une plate forme de réflexion et d'information La coalition nationale pour l'EPT est fonctionnelle. Les semaines d'action pour l'EPT sont organisées chaque année	

VII. Conclusion

En définitive, l'expérimentation donne déjà à mi-parcours des résultats. Accompagner les dynamiques locales est la condition sine qua non pour une réelle prise en main des enjeux éducatifs. Les communautés s'exercent à faire respecter leur droit de décider du contenu des enseignements donnés à leurs enfants. La nécessaire adaptation de l'école au milieu passe par cette participation effective des communautés à la gestion du système scolaire.

Nous pensons que notre contribution qui expose les actions et les résultats d'une recherche-action contribuera aux efforts d'amélioration de la scolarisation des enfants et fera tâche d'huile. Nous sommes persuadés que des progrès doivent être réalisés au niveau de la mobilisation sociale et communautaire afin de préparer les acteurs locaux d'influer sur les contenus et la pédagogie adaptés.